

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS**

TREIZIEME COLLOQUE DE L'ASSOCIATION DE COMPTABILITE NATIONALE

Paris, du 02 au 04 Juin 2010

L'implantation du SCN 93 et du logiciel ERETES au Cameroun

Présenté :

NGHOGUE VOUFO Erith

TALOM KAMGA Alain

Institut national de la Statistique (INS – CAMEROUN)

Juin 2010

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
SIGLES ET ABBREVIATIONS	2
INTRODUCTION	3
I – BREVE HISTOIRE DE L’IMPLANTATION DU SCN 93 AU CAMEROUN	3
II – METHODES ET SOURCES	6
II-1 Démarche méthodologique	6
II-2 Les Sources	7
<i>II.2.1- Optique Dépense</i>	<i>7</i>
<i>II.2.2- Optique revenu</i>	<i>9</i>
<i>II.2.3- Optique production</i>	<i>9</i>
III – ORGANISATION DES TRAVAUX DES COMPTES NATIONAUX	10
III-1. L’équipe et l’équipement des comptes nationaux	10
III-2. Champ des responsabilités de l’équipe	11
III-3. Organisation du travail	11
III-4- Les apports du logiciel ERETES	11
III-5- Phases de centralisation et de décentralisation	12
IV– PROBLEMES D’ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX DU CAMEROUN	14
IV.1- Les difficultés de formation	14
IV.2- Difficultés statistiques, en particulier sur la balance des paiements	15
IV.3- Les travaux sur le secteur informel et la consommation finale	15
IV.4- Difficultés liées à l’exploitation des DSF	16
IV.5- Autres problèmes d’exhaustivité du PIB : transactions transfrontières, fraude	17
CONCLUSION	17
ANNEXES	18

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AFRISTAT	OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE
BDP	BALANCE DES PAIEMENTS
CAF/FAB	COÛT ASSURANCE FRET/FRANCO A BORD
CB	COMPTE DE BRANCHE
CEMAC	COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE
CF	CONSOMMATION FINALE
CITI	CLASSIFICATION INTERNATIONALE TYPE PAR INDUSTRIE
CPC	CLASSIFICATION CENTRALE DES PRODUITS
DSA	DEPARTEMENT DES SYNTHESSES ET ANALYSES ECONOMIQUES
ECAM	ENQUÊTE CAMEROUNAISE AUPRES DES MENAGES
EESI	ENQUETE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL
ERE	EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS
ERETES	EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS TABLEAUX ENTREES SORTIES
FBCF	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
FMI	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
INS	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
INSEE	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
MINFI	MINISTERE DES FINANCES
OHADA	ORGANISATION POUR L'HARMONISATION DU DROITS DES AFFAIRES EN AFRIQUE
RGPH	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
SCN	SYSTÈME DE COMPTABILITE NATIONALE
TCEI	TABLEAU DES COMPTES ECONOMIQUES INTEGRES
TRE	TABLEAU RESSOURCE EMPLOI

INTRODUCTION

Le Cameroun comme la plupart des pays francophones d'Afrique subsaharienne élabore ses comptes nationaux selon les recommandations du Système des Nations Unies (SCN). Il faut cependant relever que le processus de mise en œuvre des différentes versions du SCN n'a pas toujours été facile compte tenu de certaines contraintes et de certaines spécificités liées au pays : mise en œuvre progressive d'un système statistique performant, ressources humaines et financières insuffisantes...

Par ailleurs, le Cameroun a été l'un des pays pionniers d'Afrique francophone subsaharienne à utiliser le progiciel ERETES pour la confection des comptes nationaux.

Le présent document s'attèle à présenter la mise en œuvre du SCN93 et l'utilisation du module ERETES pour l'élaboration des comptes nationaux au Cameroun. Il est structuré en quatre grands points :

- i) Une brève histoire de l'implantation du SCN 93;
- ii) Méthodes et sources;
- iii) L'organisation des travaux;
- iv) Les difficultés liées à l'élaboration des comptes nationaux au Cameroun.

I – BREVE HISTOIRE DE L'IMPLANTATION DU SCN 93 AU CAMEROUN

Les premiers comptes nationaux pour le Cameroun Oriental ont été élaborés pour les années 1959, 1962/63 et 1963/64. Le système de Courcier qui s'appuyait sur le SCN 1948 (une adaptation du système de comptabilité nationale française) avait permis d'élaborer les comptes de 1969 et 1970. Par la suite, le SCN 1968 a été utilisé pour produire la série des comptes de 1971/72 à 1988/89.

Depuis 1993, l'Institut National de la Statistique (INS) s'est engagé dans un processus de refonte et de modernisation des comptes nationaux du Cameroun. Ce faisant, l'INS poursuivait trois objectifs principaux :

- La prise en compte du nouveau Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 93), cadre de référence de l'élaboration des comptes nationaux en vue de garantir la comparabilité internationale, de la révision 3

de la classification internationale type par industrie (CITI), ainsi que de la nouvelle classification centrale des produits (CPC) ;

- L'utilisation des possibilités de la micro-informatique dans l'élaboration des comptes de la nation ;
- La mise à jour des comptes nationaux, consécutive à la mise en place d'une nouvelle année de base 1989/90.

Ainsi, la mise en œuvre du nouveau système de comptabilité nationale au Cameroun a apporté cinq innovations principales :

i) Adoption du SCN 1993

Une nouvelle année de base en référence au SCN1993 a été mise en place. Dans ce cadre, un certain nombre de travaux prévus par le cadre central ont été effectués :

- Le calcul d'un Tableau Ressources-Emplois (TRE) selon les nomenclatures d'activités et de produits retenues ;
- des travaux analytiques à prix courants et à prix constants selon les nomenclatures retenues;
- une décomposition des comptes de branche selon six (6) modes de production (y compris l'économie informelle) pour tous les niveaux de branches retenus dans la nomenclature d'activités;
- le chiffrage d'une matrice relative à la population active occupée ;

Les concepts et définitions du nouveau système ont été adoptés selon une approche directe et non par simple transposition des élaborations antérieures.

Par ailleurs, de nouvelles nomenclatures d'activités et de produits conformes à la révision 3 de la CITI et de la CPC ont été élaborées :

- la nomenclature des activités comporte deux niveaux : 44 branches et 102 sous-branches ;
- La nomenclature des produits emboîtée avec celle des activités comporte 3 niveaux et comprend 287 produits au niveau le plus fin.

ii) Meilleure couverture des phénomènes économiques

Un regard nouveau a été porté sur les domaines suivants :

- L'aide internationale : son évaluation directe permet de mieux saisir son impact sur l'économie nationale notamment dans l'estimation de la formation brute de capital fixe (FBCF) ;

- La production non marchande pour compte propre des ménages ;
- La consommation de capital fixe des Administrations Publiques ;
- Le commerce extérieur non enregistré ;
- L'économie informelle ;
- La sous déclaration statistique des entreprises formelles ;
- La population active occupée. Elle est mieux connue grâce à la mise en cohérence des ratios socio-économiques.

iii) Démarche structurée

La nouvelle démarche repose sur trois axes principaux :

- une intégration temporelle des travaux depuis les sources statistiques jusqu'aux résultats ;
- une approche intégrée des données comptables ;
- une procédure d'élaboration itérative permettant : (a) d'intégrer toutes les informations disponibles en les confrontant entre elles ; et (b) d'abandonner le système d'estimation par solde

iv) Développement de l'esprit d'équipe

Les tâches sont réparties entre les membres de l'équipe, avec décentralisation des responsabilités, transparence des méthodes, confrontation des hypothèses et une coordination rigoureuse des étapes de travail, dans un processus itératif de centralisation-décentralisation jusqu'à la synthèse finale.

v) Exigence de la cohérence des données

Elle a consisté en la mise en place d'un fichier de suivi des entreprises formelles, l'exploitation des données disponibles sur l'emploi et les revenus et la mise en cohérence des données de la Balance des Paiements avec celles de la Comptabilité Nationale.

Concomitamment, depuis l'année 2005, le Cameroun s'est engagé dans la production des comptes provisoires avec l'appui d'AFRISTAT et de l'INSEE. La méthodologie s'appuie essentiellement sur le SCN 93. A ce jour, les comptes provisoires des années 2005 à 2008 ont été élaborés et publiés au cours du mois de juillet de l'année suivante.

Actuellement, le Cameroun est engagé dans un processus de révision de l'année de base des comptes nationaux qui date de 1989/90. La nouvelle année de base retenue est 2005. Plusieurs raisons militent en faveur de ce choix :

- Les changements observés dans l'économie nationale depuis 1990 ;
- La réalisation de nouvelles enquêtes d'envergure nationale (recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2005), l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI 2005), la troisième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 2007)) ;
- Une meilleure prise en compte des recommandations du SCN 93 notamment en ce qui concerne la ventilation du SIFIM par secteur institutionnel et par branche d'activités, et le calcul de la CCF des administrations publiques ;
- La disponibilité des informations permettant l'élaboration des comptes financiers ;
- Un début d'application du SCN 2008 par la prise en compte de la révision 4 de la CITI dans la nomenclature d'activités du Cameroun.

II – METHODES ET SOURCES

II-1 Démarche méthodologique

La démarche d'élaboration comporte 6 étapes principales : (i) la mise en place des nomenclatures et l'inventaire des sources. Cette phase est réalisée une fois pour toute lors de l'élaboration de l'année de base ; (ii) la collecte et le traitement des sources de données ; (iii) les pré-arbitrages¹ ; (iv) les travaux analytiques qui comprennent l'élaboration des Équilibres Ressources Emplois (ERE), des Comptes de Branches (CB) et des comptes des secteurs institutionnels (matrice de qui-à-qui²) ; (v) la synthèse ; et (vi) les travaux post-synthèse (préparation de la campagne suivante).

Un guide méthodologique décrivant ces différentes étapes a été édité et un résumé est présenté dans la publication des comptes nationaux en août 2005. Cette série diffère des précédentes par le passage de l'exercice budgétaire (juillet /juin) à l'année civile (janvier/décembre) conformément aux normes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), au plan comptable OHADA et aux exigences du FMI en ce qui concerne le Système Général de Diffusion des Données (SGDD).

¹ Confrontation des différentes sources de données pour chaque opération sur biens et services et de répartition.

² Il s'agit d'un tableau de travail qui permette d'intervenir sur les opérations (revenus de la propriété, impôts courants/revenus et capital, contributions sociales et prestations, etc.) appartenant au champ du TCEI.

Les tableaux de synthèse généralement publiés sont :

- ✓ des Tableaux des Ressources et des Emplois (TRE) anciennement connus sous la dénomination de Tableau Entrées-sorties (TES) dans le SCN68, valorisés à prix courants et à prix constants de l'année 1993 et 2000 ;
- ✓ des Tableaux des Comptes Economiques Intégrés (TCEI), autrefois appelés Tableaux Economiques d'Ensemble (TEE) dans le SCN68.

Au Cameroun, le PIB est calculé suivant trois optiques : l'optique production, l'optique dépense et l'optique revenu. Les deux premières approches sont obtenues dans le TRE tandis que la dernière est obtenue à partir du TCEI.

La démarche consiste à estimer parallèlement les opérations sur biens et services et les opérations de répartition. Par la suite, les estimations de ces différentes opérations sont confrontées dans les tableaux de travail (Équilibre Ressources Emplois (ERE), Compte de Branche (CB) et matrice de qui-à-qui).

Les ERE sont élaborés pour chacun des 293 produits que compte la nouvelle³ Nomenclature de Produits du Cameroun (NPC) et les CB pour chacune des 116 branches de la nouvelle Nomenclature d'Activités du Cameroun (NAC). La matrice de qui-à-qui est élaborée pour les différentes opérations entrant dans le champ du TCEI. Pour chaque opération de répartition, il s'agit d'assurer la cohérence entre les secteurs institutionnels qui offrent et les secteurs qui reçoivent.

II-2 Les Sources

II.2.1- Optique Dépense

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques (APU) et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) découlent de l'estimation de leurs productions non marchandes, elles-mêmes calculées en exploitant diverses sources administratives et privées. On distingue également les dépenses de consommation finale en produits non marchands individualisables et collectives.

Les dépenses de consommation finale des ménages sont de deux types : marchandes et non marchandes. Les sources de données utilisées à ce jour sont : (i) l'enquête budget consommation de 1984 ; (ii) l'enquête 1-2-3 de 1993 et 1994 sur l'emploi, le secteur informel et la consommation ; (iii) et les enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM I de 1996, ECAM II de 2001 et ECAM III de 2007). Des

³ Pour l'année de base 2005, les nomenclatures de produits et d'activités ont fait l'objet de modifications pour y faire ressortir les nouvelles activités/produits au Cameroun et prendre en compte certains changements de la CITI 4.

hypothèses sont faites sur l'indice de volume par produit et l'indice de prix par produit est dérivé de l'indice national des prix (INP). Ces indices sont donc utilisés pour dériver la consommation finale à prix constants et courants d'une année donnée. Les élasticités prix sont également calculées pour vérifier la cohérence des résultats obtenus. Par ailleurs, ces projections de la consommation des ménages sont naturellement confrontées aux résultats des enquêtes quinquennales budget-consommation pour en mesurer l'écart.

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) privée est principalement obtenue par exploitation des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. Les variables saisies concernent la valeur des terrains, des immeubles non résidentiels, des immeubles résidentiels, des autres constructions, des plantations, du matériel de transport, du matériel d'exploitation, des immobilisations corporelles en cours, etc. Il figure également dans ces documents comptables les différents stocks de produits (matières premières, produits en cours, produits finis et produits pour revente).

La FBCF des ménages est estimée à partir de trois sources : l'enquête budget consommation (dépenses de construction du logement du ménage) ; les DSF des entrepreneurs individuels et l'enquête 1-2-3 (équipements de l'unité de production informelle)

La FBCF publique découle du traitement des documents sur la situation de crédits qui décrit les dépenses effectuées par l'administration publique centrale (APUC), les comptes administratifs, les états financiers ou les comptes d'exploitation des administrations publiques décentralisées (APUDEC), le budget communal et les comptes administratifs communaux pour les collectivités locales (APUL) et l'aide internationale dont les données sont fournies par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Les importations et exportations de biens et services proviennent des statistiques douanières et de la balance des paiements (BDP). Une table de passage est élaborée pour passer des données du commerce extérieur qui sont présentées suivant le Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) à la nomenclature de produits de la comptabilité nationale. L'évolution des valeurs unitaires nous donne les indices de prix et l'indice de volume se déduit du rapport entre l'indice de valeur et de prix. La balance des paiements est confectionnée par le Ministère des Finances (MINFI) et un tableau de passage est confectionné entre sa nomenclature et celle des comptes nationaux.

II.2.2- Optique revenu

Les informations sur la rémunération des salariés et l'impôt net de subvention sur la production des sociétés non financières et financières proviennent des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises.

S'agissant de l'Administration publique, ces mêmes informations sont obtenues par exploitation des documents sur la situation mensuelle de la solde, du tableau des opérations financières de l'Etat, des documents comptables des collectivités locales et établissements publics.

Concernant le secteur des ménages, ces informations proviennent des DSF des entrepreneurs individuels et/ou de l'exploitation des données d'enquête sur le secteur informel.

L'excédent brut d'exploitation/revenu mixte est estimé par solde entre la valeur ajoutée provenant du compte de production de chaque secteur institutionnel et les éléments sus évoqués. Enfin, il est à noter que les comptes des secteurs sont élaborés uniquement à prix courants.

II.2.3- Optique production

Les informations sur la production marchande et non marchande et les consommations intermédiaires des différentes branches d'activité proviennent de plusieurs sources d'informations. Les informations sur la production sont à prix de base tandis que celles sur les consommations intermédiaires sont à prix d'acquisition.

Les productions en quantité des produits de l'agriculture vivrière et industrielle d'exportation proviennent des statistiques du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Elles sont valorisées en utilisant les informations issues de l'enquête sur la formation des prix des produits vivriers réalisée par l'Institut National de la Statistique et les prix unitaires à l'exportation ou les cours mondiaux.

Les données sur l'élevage et la pêche proviennent du Ministère de la pêche et des industries animales. A défaut d'informations sur l'évolution du cheptel, un modèle construit à partir de la consommation finale de viande et le taux de passage entre le bétail sur pied et la viande est utilisé.

La production et les consommations intermédiaires de la sylviculture et exploitation forestière, des industries extractives, manufacturières, etc. sont obtenues par exploitation des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises de ces branches. Il est à noter que la DSF est un document élaboré chaque année par les entreprises formelles et qui présente leurs situations financières et comptables.

La production des banques et des institutions de micro-finance, assurances et courtages d'assurance sont également obtenues par exploitation des DSF et du rapport sur le marché des assurances élaboré chaque année par le MINFI.

La production non marchande des administrations publiques est valorisée par les coûts à savoir la rémunération des salariés, la consommation intermédiaire, les autres impôts moins subventions sur la production et la consommation de capital fixe. Ces informations sont issues des différents documents des administrations publiques (APU) mentionnés aux sections précédentes.

Les informations sur les différents types d'impôts notamment la taxe sur la valeur ajoutée, les droits de douane, les taxes à l'exportation, etc. sont issues de la balance des comptes du Trésor qui renseigne sur les recettes des APU centrales, du tableau de bord des finances publiques, du tableau de bord des impôts et du document portant sur la loi de finances du Cameroun.

L'économie camerounaise étant fortement informelle, des matrices de production et de consommations intermédiaires par branche d'activité sont également élaborées pour prendre en compte la richesse créée par ce secteur de l'économie. Les sources de données utilisées à ce jour sont l'enquête 1-2-3 réalisée en 1993 et 1994, et l'enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) réalisée en 2005.

Les informations sur l'emploi et des hypothèses sur la constance des coefficients techniques et de la productivité du travail (production sur emploi) sont parfois utilisées en l'absence de données sources.

III – ORGANISATION DES TRAVAUX DES COMPTES NATIONAUX

III-1. L'équipe et l'équipement des comptables nationaux

L'équipe des comptables nationaux est constitué de 21 personnes dont 15 cadres (ingénieurs statisticiens économistes, ingénieurs des travaux statistiques) et 6 techniciens de la statistique et assimilés.

Concernant la rémunération, avec le passage de la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN) à l'Institut National de la Statistique le personnel a bénéficié d'un nouveau statut⁴ qui devrait apporter une amélioration de sa situation. Ainsi, le salaire moyen de l'équipe des comptables nationaux, majoritairement constituée de cadres, pourrait varier entre 450 et 500 euros par mois.

⁴ Il est à noter qu'à ce jour le statut adopté par le Conseil d'Administration de l'INS n'est appliqué que partiellement compte tenu de la contrainte budgétaire.

Au niveau des équipements, l'équipe des comptes nationaux dispose de treize (13) ordinateurs pentiums IV, cinq (05) onduleurs, deux (02) imprimantes et une (01) photocopieuse. Ce matériel s'avère donc insuffisant au regard de la taille de l'équipe.

III-2. Champ des responsabilités de l'équipe

L'équipe des comptes nationaux a pour tâche principale le traitement des sources de données, l'élaboration des comptes nationaux provisoires et définitifs. L'élaboration des comptes trimestriels et régionaux fait également partie des activités de l'équipe mais n'a pas encore débuté.

S'agissant de la diffusion, un document d'analyse est produit par l'équipe à la fin des travaux d'une campagne de comptes et mis à la disposition des utilisateurs.

Par ailleurs, l'équipe participe aux travaux du programme de comparaison internationale de prix pour l'Afrique (PCI-Afrique). Elle participe aussi à la collecte des données notamment dans le cadre des enquêtes trimestrielles de conjoncture et comptes provisoires, à la préparation technique de certaines enquêtes d'envergure nationale telles que l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM), l'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI), etc. En effet, les informations collectées lors de ces enquêtes doivent respecter le cadre du SCN pour être facilement intégrées dans les comptes nationaux.

III-3. Organisation du travail

L'organisation du travail s'effectue selon deux (2) modes : administratif et technique.

Sur le plan administratif, l'exécution des tâches respecte scrupuleusement l'organigramme mis en place par l'INS⁵.

Sur le plan technique, l'organisation du travail épouse la démarche itérative et intégrée proposée par le logiciel ERETES⁶. Dans ce contexte, l'organisation du travail est de type fonctionnel, laquelle se réfère au contenu technique des tâches à réaliser (connaissance du contenu des données, traitement des sources de données, processus d'élaboration, maîtrise des techniques particulières, etc.). Cette répartition fonctionnelle des tâches et des responsabilités s'exécute dans un mode de fonctionnement en réseau, lequel est animé par deux administrateurs de la base ERETES (l'un pour le versant TRE et l'autre pour le versant secteur institutionnel).

III.4- Les apports du logiciel ERETES

La mise en place de la série des comptes 1989/90 à 1997/98 a été réalisée à l'aide du progiciel « ERETES ». Il s'agit d'un outil d'aide à l'élaboration des comptes

⁵ Voir Annexe pour l'organigramme du Département des Synthèses et des Analyses Economiques (DSA)

⁶ Equilibre Ressources Emplois Tableaux Entrées Sorties

nationaux, mis au point dans le cadre du Projet d'Informatisation des Administrations Financières (PIAF), par une équipe composée de Michel SERUZIER, expert en comptabilité nationale, et du laboratoire de recherche en informatique de l'Université de Lyon I (CREPFI) sous la direction de Bernard BOURRIQUEN.

L'appui financier et logistique a été assuré par la Coopération française et l'Union européenne. L'équipe chargée de l'élaboration des comptes nationaux du Cameroun a bénéficié de l'assistance technique de Michel SERUZIER de 1993 à 1999.

Le travail dans ERETES est organisé autour d'une base de données relationnelle, structurée, assurant la gestion de l'ensemble des données sources collectées et stockées préalablement à la réalisation des comptes proprement dits, ainsi que les données rentrées lors des arbitrages.

Le système ERETES n'automatise pas le traitement des comptes nationaux, mais il accompagne les comptables dans l'exécution de leurs tâches. L'utilisateur est conduit tout au long de sa démarche par une logique rigoureuse et suffisamment explicitée.

C'est aussi un outil de gestion de projet par son aspect guide des travaux à réaliser, de suivi des tâches accomplies, de pilotage du travail d'équipe et des possibilités de garder en mémoire des repères méthodologiques grâce au bloc note incorporé.

En résumé, le module ERETES, utilisé actuellement par l'équipe des comptes nationaux pour l'élaboration des comptes définitifs et provisoires, comprend :

- Une base de données ;
- Des outils de travail permettant l'élaboration tant des ERE et CB que des tableaux de synthèse TRE et TCEI ;
- Un système de pilotage des travaux ; et
- Un guide méthodologique.

III.5- Phases de centralisation et de décentralisation

III.5.1- Phases de décentralisation

Au cours du paramétrage du module ERETES pour une campagne de comptes donnée, l'administrateur du système ou le responsable de la campagne répartit les tâches entre les différents comptables à partir du poste central. Cette répartition consiste à affecter des branches, des produits et des familles d'opération à chaque comptable national de l'équipe par l'utilisation de l'outil « Distribution de la base » du système ERETES.

Ainsi, chaque comptable est propriétaire de son domaine (branches, produits, opérations) tout au long de la phase de décentralisation sur son poste local. Cette phase est donc celle de la réalisation des équilibres ressources emplois (ERE) sur produits, des comptes de branches (CB) et des matrices de qui-à-qui. Elle est encore appelée phase de « travaux analytiques ».

L'ERE est un tableau de travail où sont confrontées l'offre et la demande d'un produit donné. C'est un équilibre ex post. Les ERE peuvent être réalisés en quantité physique ou/et en valeur; à prix courants et à prix constants. Il est construit pour chacun des 293 produits de la nomenclature.

Le CB est un tableau qui présente les comptes de production et d'exploitation par mode économique de production, l'emploi (population active occupée ou force de travail) et quelques ratios économiques. Les comptes de branche sont construits pour les 116 branches de la nomenclature d'activité. En colonne, l'on retrouve les différents modes de production : formel DSF, formel non déclaré, formel sous-déclaré, les Administrations Publiques, l'informel et les ménages.

III.5.2- Phases de centralisation

La phase de centralisation intervient après l'élaboration analytique des ERE et CB en phase décentralisée. On procède alors à la centralisation des bases de travail des différents comptables en utilisant l'outil « rapatriement des bases » du système ERETES.

La centralisation a pour objectif principal de préparer la synthèse finale en recherchant :

- la convergence entre la production des branches et la production des produits ;
- la convergence entre l'offre et la demande des CI ;
- La cohérence du suivi des filières et des diagonales (y compris les filières implicites ou cases imposées).

La finalité étant de rechercher la convergence entre le PIB calculé selon l'approche demande et le PIB calculé selon l'optique production.

Les Publications des comptes nationaux du Cameroun en SCN 1993

Les comptes nationaux du Cameroun sont élaborés chaque année par le Département des Synthèses et des Analyses Economiques (DSA) de l'Institut National de la Statistique (INS) dont le siège est basé à Yaoundé – Cameroun. Plusieurs publications officielles de résultats ont eu lieu depuis l'année 1993, date de démarrage du projet de modernisation, de rénovation des comptes nationaux et de passage du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1968 à celui de 1993.

Les premières intitulées « Les comptes nationaux du Cameroun selon le SCN93 » ont été publiées en avril 1999, avril 2000 et mai 2002 et comprennent la série des comptes allant de 1989/90 à 2000/01. Par la suite, deux missions d'évaluation technique du Fonds Monétaire International (FMI), intervenues respectivement du 29 septembre au 09 octobre 2003 et du 06 au 17 décembre 2004, ont permis d'auditer la méthodologie d'élaboration des comptes et la qualité des données. A l'issue des dites missions, les experts du FMI ont conclu que la méthodologie utilisée est conforme au SCN93 et que les résultats obtenus méritent d'être publiés et utilisés. Ainsi, une autre publication intitulée « Les comptes nationaux du Cameroun 1993-2003 selon le SCN93⁷ » a eu lieu en août 2005. Un CD-Rom a été édité pour la diffusion et peut être consulté.

IV– PROBLEMES D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX DU CAMEROUN

IV.1- Les difficultés de formation

L'équipe des comptables nationaux camerounais est encore composé des personnes qui ont bénéficié de l'expertise de M. SERUZIER. Ces derniers assurent la transmission des connaissances aux jeunes cadres.

Toutefois, les membres de l'équipe ont déjà participé à de nombreux ateliers et séminaires de formation sur l'utilisation du logiciel ERETES organisés par les organisations régionales, sous régionales ou internationales (CEMAC, AFRISTAT, FMI, etc.). De même, le FMI à travers AFRITAC Centre a déjà financé des missions d'assistance aux comptables dans les domaines suivants : le calcul de la consommation de capital fixe (CCF) ; la ventilation du SIFIM par branches et par

⁷ Les résultats sont également disponibles sur le site web de l'INS : www.statistics-cameroon.org.

secteurs institutionnels ; l'élaboration des comptes financiers et l'élaboration des comptes nationaux trimestriels.

Cependant, les besoins en formation existent toujours d'une part, pour les cadres nouvellement sortis des écoles de statistique et d'autre part, pour les anciens cadres notamment dans le recyclage de leurs connaissances par rapport aux nouveautés (fonctionnalités nouvelles) du module ERETES.

IV.2- Difficultés statistiques, en particulier sur la balance des paiements

Le compte du reste du monde est le compte des opérations intervenant entre les unités résidentes et non-résidentes. La principale source d'information est la balance des paiements (BDP) élaborée par le Ministère des Finances du Cameroun. A partir de ce document, il est élaboré des passages vers la comptabilité nationale. La table de passage permet ainsi d'élaborer les tableaux de synthèse tels que :

- Tableau de passage BDP aux comptes du Reste du Monde,
- Tableau d'Ajustement CAF/FAB.

Le problème que pose la BDP est celui de sa disponibilité à bref délai pour permettre l'élaboration des *comptes provisoires*, en particulier le cadrage du compte du reste du monde dans le Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI). En effet, pour une année N, l'on a besoin de la BDP de l'année N-1 pour élaborer le compte provisoire de N-1 ; ce qui n'est disponible actuellement que dans un délai d'au moins 12 mois.

IV.3- Les travaux sur le secteur informel et la consommation finale

Le traitement du secteur informel est un élément essentiel dans le processus d'élaboration des comptes nationaux au Cameroun.

En effet, il apparaît que le secteur informel (y compris l'agriculture) représente environ 50% du PIB dans la série des comptes actuels. Mais, les données permettant effectivement de mesurer le niveau de l'activité de cette importante partie de l'économie sont la plupart du temps ponctuelles et partielles.

C'est ainsi que les informations permettant d'élaborer la série des comptes suscités étaient basées sur l'enquête 1-2-3 réalisée en 1993 et 1994 dans la ville de Yaoundé.

Néanmoins, la nouvelle année de base 2005 a bénéficié des résultats de la deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel (EESI) réalisée en 2005 sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, le problème que pose le secteur informel est celui de sa connaissance entre deux enquêtes dont l'espacement fixé dans le programme statistique minimum est de cinq (5) ans. Une solution aurait été de réaliser des enquêtes légères pour disposer d'un certain nombre de ratios sur le secteur informel année par année mais il se pose le problème crucial du financement.

En définitive, d'une année à l'autre, les comptes nationaux postulent un certain nombre d'hypothèses pour caler le compte du secteur informel notamment le taux de croissance démographique, la production par tête, la productivité du travail et du capital, etc.

Concernant la consommation finale, le problème est identique à celui du secteur informel. En effet, entre deux enquêtes budget consommation dont l'espacement fixé dans le programme statistique minimum est de cinq (5) ans, le comptable national effectue des hypothèses pour dériver la consommation finale par produits : la constance des habitudes de consommation des ménages d'une année à l'autre, le taux de croissance démographique, les élasticités prix de la consommation, etc.

IV.4- Difficultés liées à l'exploitation des DSF

La Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) est un document administratif que toute entreprise formelle est tenue de fournir aux administrations statistiques et fiscales trois (3) mois au plus tard après la fin d'un exercice. Cette source de données est l'une des plus importantes pour les travaux de comptabilité nationale notamment pour la maîtrise du secteur formel de l'économie.

Ces documents sont collectés chaque année par l'INS auprès de la Direction Générale des Impôts. Avant 2009, les DSF étaient saisies de manière partielle (quelques tableaux identifiés) par l'équipe des comptes nationaux avant leur traitement ; ce qui allongeait les délais de production des comptes. La principale raison étant l'insuffisance de moyens matériels (ordinateurs) et financiers pour le recrutement et le paiement des agents de saisie. De même, l'exploitation des données se faisait sous Excel avec parfois des multiples problèmes de cohérence.

Toutefois, l'année des comptes définitifs 2006 a bénéficié d'un financement qui a permis de recruter les agents pour la saisie de la totalité des tableaux des différentes DSF. Un traitement informatique sous SPSS a permis de traiter les données et de générer les tables économiques de données pour le module ERETES. L'inquiétude actuelle des comptes nationaux réside dans la pérennisation du financement des activités liées au traitement des DSF.

IV.5- Autres problèmes d'exhaustivité du PIB : transactions transfrontières, fraude

Le commerce extérieur des biens peut être défini comme le mouvement de biens par-delà les frontières d'un pays. Au Cameroun, la principale source de données sur les importations et les exportations de biens est fournie par l'administration des douanes.

Cependant, cette source d'information ne fournit pas l'exhaustivité des échanges de biens entre le pays et l'extérieur. En effet, beaucoup d'échanges transfrontaliers existant entre le Cameroun et le Nigéria, le Tchad, le Gabon, la Guinée équatoriale ne sont pas bien appréhendés pour être intégrés dans les comptes nationaux.

Néanmoins, des enquêtes auprès des postes transfrontaliers sont souvent effectuées par l'INS pour l'estimation du commerce non enregistré. A défaut d'enquête, des estimations sont effectuées lors des arbitrages sur les Équilibres Ressources Emplois sur certains produits déjà identifiés comme susceptibles de contrebande.

S'agissant de la fraude, les déclarations statistiques et fiscales de certaines entreprises du secteur moderne présentent souvent des anomalies (incohérence) entre leur niveau de production et de consommation intermédiaire par exemple. Cette situation correspond souvent à une sous déclaration. Elle est corrigée par les comptables lors de l'élaboration des Comptes de Branches, lesquels permettent ce traitement à partir des modes de production.

CONCLUSION

Au terme de cette présentation dont l'objectif était d'exposer l'expérience du Cameroun en matière d'implantation du SCN 93 et du logiciel ERETES, il ressort que grâce à l'assistance technique des partenaires au développement, l'équipe des comptables nationaux a réussi à bâtir un système de comptes qui épouse progressivement les recommandations du SCN. Toutefois, l'équipe fait encore face à des difficultés d'accès à certaines sources de données ou d'exhaustivité pour le calcul du PIB.

ANNEXES

Tableau 1 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur primaire	697,76	895,95	995,07	1068,08	1217,20	1356,74	1392,68	1353,44	1443,69	1550,62	1594,06	1580,44	1665,61	1816,44	2066,02	2256,97
Agriculture des produits vivriers	456,48	550,48	619,68	665,34	719,50	793,19	847,62	877,03	963,66	1050,32	1058,21	1033,65	1127,89	1214,95	1305,44	1416,98
Agriculture industrielle et d'exportation	55,09	94,53	98,40	121,39	164,50	168,16	141,64	130,25	132,79	139,11	146,15	143,64	135,82	123,21	104,79	147,56
Elevage, chasse	75,48	92,59	106,96	117,13	133,06	146,11	152,42	159,52	177,31	183,93	194,57	180,20	194,88	218,71	271,47	279,68
Sylviculture et exploitation forestière	58,57	101,99	115,17	113,44	145,16	186,09	179,68	111,38	83,29	86,42	98,91	132,77	98,36	134,99	268,89	288,01
Pêche	52,14	56,37	54,87	50,77	54,98	63,18	71,32	75,26	86,63	90,84	96,22	90,20	108,66	124,59	115,43	124,74
Secteur secondaire	1094,15	1215,76	1315,31	1350,48	1512,46	1554,08	1831,36	2202,22	2123,24	2242,70	2247,11	2367,59	2588,67	2871,66	2689,13	2995,97
Industries extractives	203,81	242,14	239,03	261,77	376,68	241,19	410,09	712,49	525,20	546,85	499,06	554,85	747,67	966,34	957,57	1086,24
dont extraction d'hydrocarbures	201,47	238,43	234,53	257,72	371,09	233,60	401,29	702,30	513,69	534,80	486,28	541,39	734,04	954,56	942,12	1070,46
Industries Agro-alimentaires	249,73	295,15	324,16	338,61	340,03	380,79	426,87	466,60	496,59	526,65	557,38	533,13	536,39	565,31	586,27	587,97
Autres Industries manufacturières	478,48	544,17	587,85	569,87	619,95	728,93	773,70	807,14	866,97	919,10	926,82	956,12	973,17	970,60	753,40	944,49
Electricité, gaz et eau	46,50	38,61	40,32	43,58	39,20	36,11	50,55	52,26	45,25	46,25	50,29	75,82	78,01	95,47	98,54	102,42
BTP	115,62	95,69	123,95	136,65	136,60	167,07	170,15	163,72	189,24	203,86	213,56	247,67	253,44	273,93	293,36	274,87
Secteur tertiaire	1133,18	1292,59	1560,02	1756,80	1751,92	1959,54	1981,68	1987,71	2389,12	2578,47	2815,54	3068,33	3104,49	3240,69	3507,35	3659,98
Commerce, restaurants et hôtels	589,01	708,82	857,78	907,51	907,44	1071,37	1062,97	1089,21	1342,89	1457,92	1578,94	1798,25	1798,60	1852,38	1976,32	2053,30
Transports, entrepôts, communications	169,95	184,73	223,23	312,72	317,95	308,59	330,30	363,52	415,91	451,25	505,00	502,15	479,83	535,44	595,17	620,59
Banques et organismes financiers	88,15	78,64	83,45	89,12	93,01	96,21	88,33	80,33	82,69	92,33	99,77	104,61	102,01	78,14	76,26	94,13
Autres services marchands	323,76	356,79	428,60	484,15	472,76	528,11	547,18	497,81	597,20	628,06	683,52	721,16	782,49	833,80	906,41	952,92
SIFIM	-37,68	-36,39	-33,04	-36,70	-39,24	-44,74	-47,11	-43,16	-49,57	-51,09	-51,69	-57,85	-58,44	-59,07	-46,81	-60,96
TOTAL VA MARCHANDE	2925,09	3404,30	3870,40	4175,36	4481,58	4870,36	5205,71	5543,37	5956,05	6371,79	6656,71	7016,36	7358,77	7928,79	8262,50	8912,92
BNM[1] des APU	462,17	349,85	330,40	344,23	389,01	415,95	444,38	495,57	476,61	550,53	584,63	633,60	636,62	616,15	660,24	791,09
BNM des ISBL	3,15	3,55	3,72	3,42	4,17	21,43	16,85	22,20	23,77	25,06	27,26	28,00	28,30	29,74	30,07	32,00
BNM des services domestiques	4,75	5,37	5,63	5,17	44,39	47,69	50,33	53,34	55,54	57,50	60,92	63,15	63,82	67,08	67,83	81,56
TOTAL VA NON MARCHANDE	470,08	358,77	339,76	352,82	437,56	485,07	511,57	571,11	555,92	633,09	672,81	724,75	728,74	712,96	758,14	904,66
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	3395,17	3763,06	4210,16	4528,18	4919,14	5355,43	5717,28	6114,47	6511,97	7004,88	7329,52	7741,11	8087,52	8641,75	9020,65	9817,58
Impôts et taxes nets des Subventions	195,81	241,74	319,16	355,65	405,62	442,49	453,33	497,91	549,47	578,20	587,44	592,77	662,05	745,73	771,63	811,25
PIB	3590,99	4004,80	4529,32	4883,83	5324,76	5797,92	6170,61	6612,39	7061,44	7583,08	7916,96	8333,88	8749,57	9387,48	9792,27	10628,83

Tableau 2 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (en milliards de FCFA) (base 100 = 2000)

Libellé	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur primaire	974,12	1067,46	1050,00	1098,35	1189,57	1240,06	1301,50	1353,44	1403,87	1455,38	1506,36	1572,13	1614,40	1663,10	1761,46	1854,72
Agriculture des produits vivriers	656,28	695,51	687,97	696,73	728,22	772,71	838,09	877,03	917,13	962,75	996,32	1030,55	1063,41	1097,94	1159,83	1236,38
Agriculture industrielle et d'exportation	97,12	102,86	97,25	117,64	146,01	137,56	130,48	130,25	127,69	131,22	134,42	148,99	151,59	146,60	139,17	141,68
Elevage, chasse	111,10	118,92	122,17	126,01	139,25	147,76	153,65	159,52	173,22	177,66	181,20	189,97	198,40	202,24	212,10	217,90
Sylviculture et exploitation forestière	62,42	100,27	91,65	106,11	119,56	116,03	106,55	111,38	101,01	96,50	105,19	111,46	105,65	119,39	151,48	157,22
Pêche	47,20	49,90	50,96	51,87	56,53	66,00	72,73	75,26	84,82	87,25	89,24	91,15	95,34	96,93	98,89	101,53
Secteur secondaire	1834,88	1775,93	1734,59	1749,27	1861,93	2036,46	2157,91	2202,22	2224,53	2241,72	2253,94	2248,96	2228,44	2268,79	2237,62	2251,72
Industries extractives	821,61	743,39	666,14	633,14	710,34	771,07	776,30	712,49	684,88	655,23	623,00	566,20	513,25	552,29	509,56	500,25
dont extraction d'hydrocarbures	818,35	738,69	660,70	628,27	703,59	762,45	766,89	702,30	674,12	644,14	611,71	554,69	501,96	540,69	496,78	487,73
Industries Agro-alimentaires	304,10	328,97	340,62	369,76	366,87	381,04	424,43	466,60	479,13	498,27	506,73	505,60	501,60	498,29	515,02	525,91
Autres Industries manufacturières	566,47	583,18	588,76	579,49	599,25	684,01	746,99	807,14	837,56	858,06	882,72	916,27	949,25	943,81	934,77	961,39
Electricité, gaz et eau	38,41	38,94	44,00	45,64	48,33	48,78	49,77	52,26	52,89	50,46	54,07	57,81	59,01	60,93	63,69	67,28
BTP	104,29	81,44	95,07	121,26	137,15	151,57	160,41	163,72	170,08	179,71	187,42	203,08	205,33	213,47	214,57	196,88
Secteur tertiaire	1323,74	1397,31	1549,40	1713,34	1722,09	1721,18	1813,87	1987,71	2176,49	2350,27	2540,75	2711,05	2806,86	2911,17	3047,90	3113,89
Commerce, restaurants et hôtels	765,11	786,26	854,41	880,25	891,33	966,05	1010,57	1089,21	1230,75	1321,61	1452,47	1554,40	1595,89	1625,20	1657,96	1671,41
Transports, entrepôts, communications	201,07	208,49	253,75	365,34	350,23	278,65	294,07	363,52	390,43	434,32	477,92	521,66	567,95	635,54	693,70	753,38
Banques et organismes financiers	80,56	72,35	77,06	80,98	83,04	84,67	79,53	80,33	83,38	86,60	88,33	92,39	94,91	91,24	97,28	104,32
Autres services marchands	316,95	368,13	400,71	428,17	437,71	436,41	477,04	497,81	521,19	558,67	574,48	596,13	603,33	612,31	647,96	636,88
SIFIM	-39,94	-37,93	-36,54	-41,40	-40,23	-44,59	-47,33	-43,16	-49,27	-50,92	-52,44	-53,53	-55,23	-53,11	-49,00	-52,10
TOTAL VA MARCHANDE	4132,75	4240,69	4333,99	4560,96	4773,59	4997,71	5273,27	5543,37	5804,89	6047,38	6301,05	6532,14	6649,70	6843,05	7046,98	7220,32
BNM[1] des APU	461,04	434,28	453,44	461,12	450,99	461,67	465,86	495,57	522,49	546,95	569,92	609,01	612,85	630,53	668,18	696,04
BNM des ISBL	4,66	4,31	4,45	3,82	4,52	23,66	16,98	22,20	23,75	25,54	27,85	29,77	30,36	31,18	33,59	34,06
BNM des services domestiques	6,14	6,27	6,52	5,56	47,05	48,63	50,70	53,34	53,14	54,73	58,21	59,10	60,28	61,90	66,69	70,56
TOTAL VA NON MARCHANDE	471,84	444,86	464,41	470,49	502,56	533,96	533,54	571,11	599,39	627,22	655,98	697,88	703,50	723,61	768,46	800,67
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	4604,59	4685,55	4798,40	5031,46	5276,15	5531,67	5806,81	6114,47	6404,28	6674,60	6957,03	7230,02	7353,20	7566,66	7815,44	8020,99
Impôts et taxes nets des Subventions	347,63	368,86	464,67	490,13	538,87	568,01	540,66	497,91	506,61	513,35	520,66	524,49	579,42	621,70	639,81	678,11
PIB	4952,22	5054,41	5263,07	5521,59	5815,02	6099,68	6347,47	6612,39	6910,89	7187,95	7477,69	7754,51	7932,62	8188,36	8455,25	8699,10

Tableau 3 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

Libellé	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Secteur primaire	9,6	-1,6	4,6	8,3	4,2	5,0	4,0	3,7	3,7	3,5	4,4	2,7	3,0	5,9	5,3
Agriculture des produits vivriers	6,0	-1,1	1,3	4,5	6,1	8,5	4,6	4,6	5,0	3,5	3,4	3,2	3,2	5,6	6,6
Agriculture industrielle et d'exportation	5,9	-5,5	21,0	24,1	-5,8	-5,1	-0,2	-2,0	2,8	2,4	10,8	1,7	-3,3	-5,1	1,8
Elevage, chasse	7,0	2,7	3,1	10,5	6,1	4,0	3,8	8,6	2,6	2,0	4,8	4,4	1,9	4,9	2,7
Sylviculture et exploitation forestière	60,6	-8,6	15,8	12,7	-2,9	-8,2	4,5	-9,3	-4,5	9,0	6,0	-5,2	13,0	26,9	3,8
Pêche	5,7	2,1	1,8	9,0	16,8	10,2	3,5	12,7	2,9	2,3	2,1	4,6	1,7	2,0	2,7
Secteur secondaire	-3,2	-2,3	0,8	6,4	9,4	6,0	2,1	1,0	0,8	0,5	-0,2	-0,9	1,8	-1,4	0,6
Industries extractives	-9,5	-10,4	-5,0	12,2	8,5	0,7	-8,2	-3,9	-4,3	-4,9	-9,1	-9,4	7,6	-7,7	-1,8
dont extraction d'hydrocarbures	-9,7	-10,6	-4,9	12,0	8,4	0,6	-8,4	-4,0	-4,4	-5,0	-9,3	-9,5	7,7	-8,1	-1,8
Industries Agro-alimentaires	8,2	3,5	8,6	-0,8	3,9	11,4	9,9	2,7	4,0	1,7	-0,2	-0,8	-0,7	3,4	2,1
Autres Industries manufacturières	3,0	1,0	-1,6	3,4	14,1	9,2	8,1	3,8	2,4	2,9	3,8	3,6	-0,6	-1,0	2,8
Electricité, gaz et eau	1,4	13,0	3,7	5,9	0,9	2,0	5,0	1,2	-4,6	7,2	6,9	2,1	3,3	4,5	5,6
BTP	-21,9	16,7	27,5	13,1	10,5	5,8	2,1	3,9	5,7	4,3	8,4	1,1	4,0	0,5	-8,2
Secteur tertiaire	5,6	10,9	10,6	0,5	-0,1	5,4	9,6	9,5	8,0	8,1	6,7	3,5	3,7	4,7	2,2
Commerce, restaurants et hôtels	2,8	8,7	3,0	1,3	8,4	4,6	7,8	13,0	7,4	9,9	7,0	2,7	1,8	2,0	0,8
Transports, entrepôts, communications	3,7	21,7	44,0	-4,1	-20,4	5,5	23,6	7,4	11,2	10,0	9,2	8,9	11,9	9,2	8,6
Banques et organismes financiers	-10,2	6,5	5,1	2,5	2,0	-6,1	1,0	3,8	3,9	2,0	4,6	2,7	-3,9	6,6	7,2
Autres services marchands	16,1	8,9	6,9	2,2	-0,3	9,3	4,4	4,7	7,2	2,8	3,8	1,2	1,5	5,8	-1,7
SIFIM	-5,0	-3,7	13,3	-2,8	10,8	6,2	-8,8	14,2	3,4	3,0	2,1	3,2	-3,8	-7,7	6,3
TOTAL VA MARCHANDE	2,6	2,2	5,2	4,7	4,7	5,5	5,1	4,7	4,2	4,2	3,7	1,8	2,9	3,0	2,5
BNM[1] des APU	-5,8	4,4	1,7	-2,2	2,4	0,9	6,4	5,4	4,7	4,2	6,9	0,6	2,9	6,0	4,2
BNM des ISBL	-7,6	3,4	-14,3	18,6	422,8	-28,2	30,8	7,0	7,6	9,0	6,9	2,0	2,7	7,7	1,4
BNM des services domestiques	2,1	3,9	-14,7	746,3	3,4	4,3	5,2	-0,4	3,0	6,4	1,5	2,0	2,7	7,7	5,8
TOTAL VA NON MARCHANDE	-5,7	4,4	1,3	6,8	6,2	-0,1	7,0	5,0	4,6	4,6	6,4	0,8	2,9	6,2	4,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	1,8	2,4	4,9	4,9	4,8	5,0	5,3	4,7	4,2	4,2	3,9	1,7	2,9	3,3	2,6
Impôts et taxes nets des Subventions	6,1	26,0	5,5	9,9	5,4	-4,8	-7,9	1,7	1,3	1,4	0,7	10,5	7,3	2,9	6,0
PIB	2,1	4,1	4,9	5,3	4,9	4,1	4,2	4,5	4,0	4,0	3,7	2,3	3,2	3,3	2,9

Tableau 4 : Evolution des emplois du PIB à prix courants (en milliards de FCFA)

Libellé	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Dépense de Consommation Finale	3078,0	3332,5	3665,2	3944,7	4355,7	4709,7	4986,0	5269,3	5718,6	6141,8	6505,9	6793,8	7170,2	7616,4	8173,7	9037,5
dont privée	2632,6	2956,8	3272,3	3496,6	3871,2	4182,5	4402,4	4643,9	4995,7	5366,7	5716,2	5946,8	6298,1	6715,1	7180,2	7910,1
publique	445,4	375,7	393,0	448,1	484,6	527,2	583,7	625,3	722,8	775,1	789,7	847,1	872,1	901,3	993,5	1127,4
2. FBCF	488,8	497,9	608,2	663,0	763,4	863,9	904,9	1058,1	1430,6	1503,1	1430,8	1521,1	1546,9	1564,5	1729,2	1862,3
dont privée	403,3	416,8	498,1	549,4	635,3	713,5	758,3	919,7	1276,8	1327,8	1248,1	1306,2	1330,9	1341,7	1499,3	1609,8
publique	85,5	81,1	110,1	113,7	128,1	150,3	146,6	138,4	153,8	175,3	182,7	215,0	216,0	222,8	229,8	252,5
3. Variation des stocks	2,1	5,5	-5,9	32,4	42,2	8,4	12,0	47,5	3,7	-2,5	-45,7	54,8	121,5	14,0	-7,5	59,8
4. INVESTISSEMENT (2+3)	490,9	503,4	602,2	695,5	805,7	872,3	916,9	1105,6	1434,3	1500,6	1385,2	1575,9	1668,3	1578,5	1721,7	1922,1
5. Exportations nettes	22,1	168,9	261,9	243,7	163,4	215,9	267,7	237,5	-91,4	-59,4	25,9	-35,9	-88,9	192,5	-103,1	-330,8
6. Exportations	581,0	845,8	1067,8	1141,9	1141,0	1242,5	1326,8	1537,6	1547,9	1511,6	1602,3	1616,8	1789,7	2159,5	2343,3	2470,1
Exportations des biens	473,8	717,2	906,9	1007,8	1020,1	823,5	1129,1	1346,3	1336,3	1299,0	1387,7	1362,5	1495,6	1928,5	2052,3	2203,7
Exportations des services	107,3	128,6	160,9	134,1	120,9	419,0	197,7	191,2	211,6	212,5	214,6	254,3	294,1	231,0	291,0	266,4
7. Importations	559,0	676,9	805,9	898,2	977,6	1026,6	1059,1	1300,1	1639,3	1571,0	1576,4	1652,7	1878,6	1967,0	2446,4	2800,9
Importations des biens	339,6	514,0	641,1	761,9	828,1	711,5	825,8	1058,7	1366,9	1322,9	1238,6	1392,3	1572,9	1684,4	2123,1	2414,8
Importations des services	219,3	163,0	164,9	136,3	149,5	315,1	233,3	241,4	272,4	248,1	337,8	260,4	305,7	282,6	323,3	386,1
PIB (1+4+5)	3591,0	4004,8	4529,3	4883,8	5324,8	5797,9	6170,6	6612,4	7061,4	7583,1	7917,0	8333,9	8749,6	9387,5	9792,3	10628,8

Tableau 5 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100 = 2000)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Dépense de Consommation Finale	4066,6	4082,0	4165,1	4371,1	4624,9	4834,5	5054,5	5269,3	5471,6	5699,8	6023,9	6221,1	6398,0	6632,1	6946,6	7349,1
dont privée	3584,4	3614,5	3670,8	3859,5	4104,4	4283,8	4466,7	4643,9	4811,7	5016,9	5317,4	5487,3	5659,2	5871,4	6116,9	6467,1
publique	482,2	467,6	494,3	511,5	520,5	550,7	587,8	625,3	659,9	682,9	706,4	733,9	738,8	760,7	829,7	882,0
2. FBCF	781,0	741,1	751,9	785,5	860,0	937,9	991,5	1058,1	1326,3	1379,1	1298,0	1442,0	1449,1	1452,6	1574,5	1639,3
dont privée	659,5	641,6	631,2	665,1	730,7	791,4	847,3	919,7	1183,7	1218,3	1132,2	1238,2	1246,8	1245,8	1365,2	1417,0
publique	121,5	99,6	120,7	120,4	129,3	146,5	144,2	138,4	142,6	160,8	165,8	203,8	202,3	206,9	209,3	222,3
3. Variation des stocks	28,9	58,3	-0,9	31,9	39,6	30,6	21,2	47,5	58,2	-31,6	66,2	40,4	41,8	75,5	-7,0	56,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	809,9	799,5	751,1	817,4	899,5	968,5	1012,7	1105,6	1384,5	1347,5	1364,2	1482,4	1490,9	1528,1	1567,5	1695,3
5. Exportations nettes	75,8	172,9	346,9	333,1	290,5	296,7	280,3	237,5	54,8	140,6	89,6	51,0	43,7	28,2	-58,9	-345,3
6. Exportations	1007,4	1169,7	1331,9	1365,9	1438,8	1532,7	1522,9	1537,6	1537,3	1510,4	1508,7	1643,9	1667,1	1689,0	1809,1	1813,5
Exportations des biens	883,6	1034,7	1166,7	1222,2	1298,8	1371,8	1354,4	1346,3	1345,5	1315,4	1317,2	1402,3	1372,8	1478,6	1603,9	1620,8
Exportations des services	123,8	135,0	165,2	143,7	140,1	160,8	168,4	191,2	191,8	195,0	191,5	241,6	294,2	210,3	205,2	192,6
7. Importations	931,6	996,8	985,0	1032,8	1148,3	1236,0	1242,6	1300,1	1482,6	1369,8	1419,1	1592,9	1623,4	1660,8	1868,0	2158,8
Importations des biens	564,3	764,6	784,6	866,2	962,2	1020,9	1015,6	1058,7	1204,2	1160,1	1116,4	1395,9	1457,6	1490,2	1689,0	1975,5
Importations des services	367,4	232,3	200,4	166,6	186,1	215,0	227,0	241,4	278,4	209,7	302,7	197,0	165,7	170,6	179,0	183,3
PIB (1+4+5)	4952,2	5054,4	5263,1	5521,6	5815,0	6099,7	6347,5	6612,4	6910,9	7187,9	7477,7	7754,5	7932,6	8188,4	8455,2	8699,1

Tableau 6 : Indice de volume des emplois du PIB (variation en pourcentage)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1. Dépense de Consommation Finale	0,4	2,0	4,9	5,8	4,5	4,6	4,2	3,8	4,2	5,7	3,3	2,8	3,7	4,7	5,8
dont privée	0,8	1,6	5,1	6,3	4,4	4,3	4,0	3,6	4,3	6,0	3,2	3,1	3,7	4,2	5,7
publique	-3,0	5,7	3,5	1,8	5,8	6,7	6,4	5,5	3,5	3,4	3,9	0,7	3,0	9,1	6,3
2. FBCF	-5,1	1,5	4,5	9,5	9,1	5,7	6,7	25,3	4,0	-5,9	11,1	0,5	0,2	8,4	4,1
dont privée	-2,7	-1,6	5,4	9,9	8,3	7,1	8,6	28,7	2,9	-7,1	9,4	0,7	-0,1	9,6	3,8
publique	-18,0	21,2	-0,2	7,4	13,3	-1,6	-4,0	3,0	12,8	3,1	22,9	-0,7	2,2	1,2	6,2
3. INVESTISSEMENT	-1,3	-6,1	8,8	10,0	7,7	4,6	9,2	25,2	-2,7	1,2	8,7	0,6	2,5	2,6	8,2
4. Exportations	16,1	13,9	2,6	5,3	6,5	-0,6	1,0	0,0	-1,8	-0,1	9,0	1,4	1,3	7,1	0,2
Exportations des biens	17,1	12,8	4,8	6,3	5,6	-1,3	-0,6	-0,1	-2,2	0,1	6,5	-2,1	7,7	8,5	1,1
Exportations des services	9,0	22,4	-13,0	-2,5	14,9	4,7	13,5	0,3	1,7	-1,8	26,1	21,8	-28,5	-2,5	-6,1
5. Importations	7,0	-1,2	4,9	11,2	7,6	0,5	4,6	14,0	-7,6	3,6	12,2	1,9	2,3	12,5	15,6
Importations des biens	35,5	2,6	10,4	11,1	6,1	-0,5	4,2	13,7	-3,7	-3,8	25,0	4,4	2,2	13,3	17,0
Importations des services	-36,8	-13,7	-16,9	11,7	15,5	5,6	6,3	15,3	-24,7	44,4	-34,9	-15,9	2,9	4,9	2,4
PIB	2,1	4,1	4,9	5,3	4,9	4,1	4,2	4,5	4,0	4,0	3,7	2,3	3,2	3,3	2,9

Tableau 7 : Part de l'informel dans le PIB à prix courants (en milliards de FCFA)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB	3591,0	4004,8	4529,3	4883,8	5324,8	5797,9	6170,6	6612,4	7061,4	7583,1	7917,0	8333,9	8749,6	9387,5
PIB hors agriculture	3079,4	3359,8	3811,2	4097,1	4440,8	4836,6	5181,4	5605,1	5965,0	6393,6	6712,6	7156,6	7485,9	8049,3
Valeurs ajoutées informelles	1709,9	1926,0	2253,1	2531,1	2685,3	2960,2	3038,1	3085,1	3497,3	3784,1	3946,6	4112,5	4294,9	4486,1
VA informelles hors agriculture	1227,3	1329,2	1584,0	1809,7	1890,3	2087,8	2122,8	2146,5	2471,1	2668,8	2820,7	3012,1	3104,0	3214,4
% informel dans le PIB	47,6	48,1	49,7	51,8	50,4	51,1	49,2	46,7	49,5	49,9	49,9	49,3	49,1	47,8
% informel hors agriculture dans le PIB	39,9	39,6	41,6	44,2	42,6	43,2	41,0	38,3	41,4	41,7	42,0	42,1	41,5	39,9